



Olivier Mocquard

Commissaire aux comptes

Parc d'Activités Ragon
3 rue Maria Telkes
44119 TREILLIÈRES

tél. : 02 40 14 57 57
fax : 02 40 37 01 02

nantes@equivalences.fr

www.equivalences.fr

S.A.R.L. de Commissariat aux Comptes
au capital de 35 000 euros
RCS Nantes B 414 655 829

Membre de la
Compagnie Régionale de Rennes

Association EURADIO

19 Rue Jeanne d'Arc

44 000 NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE 2024

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A L'Assemblée de l'Association EURADIO,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Euradio » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Règles et Méthodes Comptables » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 821-53 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à

vos connaissances les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Ces appréciations ont porté sur les produits « Concours publics et Subventions », qui représentent 80 % des produits d'exploitation. Ces ressources en provenance de tiers financeurs, concernent pour certaines des actions ou missions qui vont être exécutées sur des périodes postérieures à la clôture de l'exercice. Nous nous sommes attachés à contrôler la correcte affectation du produit à l'exercice 2024 et la conformité du traitement comptable des produits à recevoir ou fonds dédiés.

Nos travaux n'appellent pas d'observation particulière.

Les appréciations, ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres, étant précisé qu'aucun commentaire de gestion n'a été porté à notre appréciation.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut

raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-54 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Treillières,
Le 22 avril 2025
Pour la S.A.R.L. EQUIVALENCES AUDIT,

O. MOCQUARD

Commissaire aux Comptes

EQUIVALENCES AUDIT S.A.R.L.

Société de Commissariat aux Comptes inscrite

3, rue Maria Telkes - 44119 TREILLIERES

CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
Le 22/04/2025

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	51 000	51 000		
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	44 037	25 073	18 964	25 966
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	303 792	277 323	26 469	45 345
	Autres immobilisations corporelles	115 379	109 209	6 171	13 178
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	400		400	400
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	14 550		14 550	18 799
TOTAL (I)		529 158	462 605	66 553	103 688
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 624		2 624	1 850
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	41 575		41 575	86 161
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	124 418		124 418	156 607
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	2 400		2 400	5 756
	TOTAL (II)	171 017		171 017	250 374
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		700 175	462 605	237 570	354 062
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	3 600	3 600
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	55 696	93 610
	Excédent ou déficit de l'exercice	(31 396)	(37 914)
	Total des fonds propres (situation nette)	27 900	59 296
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	67 056	100 591
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	67 056	100 591
Total des fonds propres		94 956	159 887
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		53 500
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		25 000
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		78 500
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	16 432	17 075
	Total des provisions	16 432	17 075
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	37	70
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 986	46 329
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	55 160	52 201
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	15 000	
	Total des dettes	126 182	98 600
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		237 570	354 062
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(31 396,13)	(37 914,35)
(1) Dont à moins d'un an		126 182	98 600
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		37	70

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 975	1 720
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	37 018	33 113
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	525 984	645 326
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	18 000	25 000
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	986	
	Utilisations des fonds dédiés	78 500	50 193
	Autres produits	33 557	47 466
Total des produits d'exploitation		696 020	802 818
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	289 724	290 252
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 716	2 945
	Salaires et traitements	279 755	283 434
	Charges sociales	82 709	83 198
	Dotation aux amortissements et dépréciations	39 080	52 011
	Dotation aux provisions		1 359
	Reports en fonds dédiés		78 500
	Autres charges	29 123	50 162
Total des charges d'exploitation		725 107	841 861
RESULTAT D'EXPLOITATION		(29 088)	(39 043)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(29 088)	(39 043)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	989	1 233
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	989	1 233
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	1 215	
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	1 215	
RESULTAT FINANCIER		(226)	1 233
RESULTAT COURANT avant impôts		(29 314)	(37 810)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 880	180
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	2 880	180
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	4 962	284
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	4 962	284
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(2 082)	(104)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		699 889	804 231
TOTAL DES CHARGES		731 285	842 145
EXCEDENT ou DEFICIT		(31 396)	(37 914)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		38 020	33 010
TOTAL		38 020	33 010
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		38 020	33 010
TOTAL		38 020	33 010

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Le bilan présente un total de 237 570 euros. Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de produits de 699 889 euros et un total de charges de 731 285 euros, dégageant ainsi un résultat de -31 396 euros.

Ce résultat se ventile ainsi :

. Résultat courant	- 29 314 €
. Résultat exceptionnel	- 2 082 €

Résultat comptable (déficit)	- 31 396 €
-------------------------------------	-------------------

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'association a adopté la présentation simplifiée de son annexe comme l'y autorise le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables pour les structures ne dépassant pas certains seuils.

Par souci de simplification, les informations obligatoires mais non applicables au dossier présent et celles jugées non significatives ne sont pas présentées.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables édictées par le règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation. La continuité d'exploitation de l'association n'est à ce jour pas acquise et conditionnée à certains événements en 2025. En effet, le budget prévisionnel 2025 dans sa version initiale présente un déficit prévisionnel qui dépasse les réserves de l'association.

Règles et Méthodes Comptables

Pour assurer la continuité d'exploitation, deux éléments semblent indispensables en 2025 :

- l'obtention, à court terme (avant l'été), d'un financement bancaire pour préserver la trésorerie de l'association (cession Dailly) ;
- l'obtention de certains financements publics et privés, ainsi que le développement de la part d'autofinancement à travers la vente de prestation de services.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Par dérogation aux principes comptables de présentation, les charges et produits sur exercices antérieurs sont présentés avec les charges et produits exceptionnels. Ils n'influencent pas ainsi les charges et produits d'exploitation.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Il s'agit de logiciels et du site internet évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur 2 à 5 ans ainsi que des frais d'établissement amortis sur 5 ans.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Comme l'y autorise le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables, l'association a retenu, pour l'amortissement de ses immobilisations :

- la durée d'usage au lieu de la durée réelle d'utilisation pour les immobilisations non décomposables à l'origine,
- la méthode par composants et prise en compte de la valeur résiduelle dès lors qu'elles sont significatives et mesurables.

Règles et Méthodes Comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en tenant compte de la durée de vie prévue :

- travaux d'aménagement	6 2/3 ans
- matériel audiovisuel	1 à 10 ans
- matériel de bureau et informatique	2 à 3 ans
- mobilier de bureau	5 à 10 ans

c) Immobilisations financières

Il s'agit de titres immobilisés du Crédit Coopératif et d'actions de sociétés permettant la diffusion RNT et de dépôts de garantie.

d) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

e) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont intégrées au résultat par quote-part au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent. Les reprises de subventions sont comptabilisées dans un compte de produits d'exploitation afin d'avoir une meilleure lisibilité des résultats de l'association.

f) Fonds dédiés

Ces comptes enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu être encore utilisée.

Le montant comptabilisé est constaté par une dotation de même montant. Un tableau de suivi figure ci-après.

g) Provision pour indemnités de départ à la retraite

La provision pour indemnités de départ à la retraite comptabilisée au 31/12/2024 a été évaluée en retenant les critères suivants :

Règles et Méthodes Comptables

- Indemnité : convention collective des journalistes et convention collective de la radiodiffusion

- Table de mortalité : INSEE 2017-2019

- Taux d'actualisation : 3,41 %

- Progression des salaires : 2 % constant

- Initiative du départ : salarié

- Age de départ : 65 ans

- Taux de rotation du personnel : faible pour les cadres et fort pour les non cadres

- Méthode de calcul : rétrospective avec prorata temporis

- Taux de charges sociales : - 33 % pour les journalistes cadres

- 20 % pour les journalistes non cadres

- 36 % pour les non journalistes cadres

- 25 % pour les non journalistes non cadres

h) Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Conformément à l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous vous informons que ces personnes n'ont reçu aucune rémunération et ne bénéficient d'aucun avantage en nature pour cet exercice.

i) Bénévolat

Les heures de bénévolat, effectuées par les membres de l'association dans le cadre de la préparation et de l'animation d'émissions ou de la coordination d'antenne ont été estimées à 2 051 heures. Celles relatives à l'administration de l'association ont été estimées à 128 heures. Pour l'exercice, le bénévolat est valorisé à 38 020 €.

j) Objet social

Euradio est une radio associative citoyenne et indépendante qui émet dans la région de Nantes en FM, en DAB+ dans plusieurs métropoles françaises et sur son site internet. Elle diffuse une information locale-européenne en faisant dialoguer l'actualité des territoires avec celle des pays européens. La production des programmes est assurée par des salariés, des stagiaires européens et des bénévoles.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	51 000					51 000
	Autres	44 037					44 037
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	95 037					95 037
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	300 870		2 922			303 792
	Instal., agencement, aménagement divers	31 931					31 931
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	80 176		3 273			83 449
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	412 976		6 195			419 171
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	400					400
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	18 799				4 249	14 550
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	19 199				4 249	14 950
TOTAL		527 212		6 195		4 249	529 158

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	51 000			51 000
	Autres	18 071	7 002		25 073
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	69 071	7 002		76 073
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	255 524	21 798		277 323
	Autres instal., agencement, aménagement divers	24 701	4 790		29 490
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	74 228	5 490		79 718
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	354 453	32 078		386 531
TOTAL		423 524	39 080		462 605

Tableau des subventions d'investissement

Situations et mouvements Rubriques	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin d'exercice
		Augmentations	Diminutions	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
Subvention FSER	126 280			126 280
Subvention Conseil Régional	105 920			105 920
Subvention Nantes Métropole	150 000			150 000
TOTAUX	382 200			382 200

Tableau des amortissements des subventions d'investissement

Situations et mouvements Rubriques	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin d'exercice
		Dotations	Diminutions	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
Subvention FSER	77 657	15 829		93 485
Subvention Conseil Régional	73 822	10 664		84 486
Subvention Nantes Métropole	130 130	7 043		137 173
TOTAUX	281 609	33 535		315 144

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	3 600				3 600
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	93 610	(37 914)			55 696
Excédent ou déficit de l'exercice	(37 914)	37 914		31 396	(31 396)
Situation nette	59 296			31 396	27 900
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	100 591			33 535	67 056
Provisions réglementées					
TOTAL	159 887			64 931	94 956

Variation des Fonds Dédiés

Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
		Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Subventions d'exploitation							
CNM	3 000		3 000				
Projet Strasbourg	50 500		50 500				
Contributions financières d'autres org.							
Fondation Hippocrène	25 000		25 000				
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	78 500		78 500				

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	17 075		643	16 432
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	17 075		643	16 432
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations <div><div>incorporelles</div><div>corporelles</div><div>des titres mis en équivalence</div><div>titres de participation</div><div>autres immo. financières</div></div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		17 075		643	16 432
Dont dotations et reprises <div><div>- d'exploitation</div><div>- financières</div><div>- exceptionnelles</div></div>				643	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	14 550		14 550
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	2 624	2 624	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	103	103	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	22 584	22 584	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	18 888	18 888	
	Charges constatées d'avance	2 400	2 400	
TOTAL DES CREANCES		61 149	46 599	14 550
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	37	37		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	55 986	55 986		
	Personnel et comptes rattachés	19 024	19 024		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	33 756	33 756		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 380	2 380		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	15 000	15 000		
TOTAL DES DETTES		126 182	126 182		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		95 800			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		95 800			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	41 575	84 655	(43 080)	-50,89
TOTAL	41 575	84 655	(43 080)	-50,89

AUTRES CRÉANCES

Subventions à recevoir :	22 584 €
Avoirs à recevoir :	39 €
Remboursement frais :	103 €
Dons :	500 €
Mécénat :	8 000 €
Financement Euranet :	10 349 €
	<hr/>
	41 575 €

Charges constatées d'avance

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	2 400	5 756	(3 356)	-58,30
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	2 400	5 756	(3 356)	-58,30

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE - EXPLOITATION

Achats et services extérieurs :	1 761 €
Redevances logiciels :	640 €
	<hr/>
	2 400 €

Charges à payer

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37	70	(33)	-47,27
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 506	26 123	384	1,47
Dettes fiscales et sociales	25 834	26 868	(1 034)	-3,85
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	52 377	53 060	(683)	-1,29

EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Frais bancaires à payer : 37 €

DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

Fournisseurs, factures non parvenues : 26 506 €

DETTES FISCALES ET SOCIALES

Provision congés à payer : 17 803 €

Personnel, charges à payer : 1 221 €

Charges sociales sur congés à payer : 6 444 €

Organismes sociaux, charges à payer : 366 €

25 834 €

Produits constatés d'avance

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	15 000	78 500	(63 500)	-80,89
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL	15 000	78 500	(63 500)	-80,89

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE - EXPLOITATION

Subventions : 15 000 €